Procès-Verbal du CHSCT Spécial de l’IUT de Cachan
du jeudi 11 octobre 2018

Présents :
F. DE OLIVEIRA ALVES, M. ARDILLIER, M. BOIVIN, P. CHIRON, F. CHRETIEN, T. COURTADE, A. DIDIER,
Y. GUINAND, L. HUGUES, A. KROP, B. LARNAUDIE, A. LEBLAIS, N. LIEBEAUX, R. PELLARDY, L.
WILMOT

Absents excusés :
A. BENSALEM, S. BOES, P.-A. GOUGE, I. NAHALI, P. POQUILLON

Absents :
G. GIZZI, M. GRANDIERES, M.-E. PROVOST

Rappel de l’ordre du jour :

1. Approbation du Procès-Verbal du CHSCT du 29 mars 2018
2. Retour sur la Commission de sécurité du 13 mars 2018
3. Mesures immédiates à prendre suite à l’inspection Santé Sécurité au Travail
4. Problème sécuritaire des machines outil de GMP
5. Point sur les travaux
6. Questions et informations diverses
   o Analyse de l’air à la reprographie
   o Information sur les SST de l’IUT
   o Suivi de l’affectation sur l’IUT d’un médecin du travail et du recrutement au poste
     d’infirmier
   o Mise à disposition de codeur LPC pour un étudiant de GMP

La séance est ouverte à 14h10.

M. De Oliveira Alves présente le nouveau médecin de prévention, le Docteur Hervé Tournier.

Seront ajoutés au point 6. Questions et informations diverses :
- Le problème d’absence d’infirmière, à la demande de M. Guinand,
- La question de l’espace à vélos, à la demande de M. Larnaudie.
1. Approbation du Procès-Verbal du CHSCT du 29 mars 2018

M. De Oliveira Alves demande s’il y a des remarques ou commentaires sur le procès-verbal du 29 mars 2018.

M. Didier intervient pour demander une rectification de son nom en page 6.
M. Ardilier sollicite également une correction de son département de rattachement en page 4.

Le PV du CHSCT du 29 mars 2018 est approuvé à la majorité des représentants du personnel présents : 5 voix pour, 1 abstention (représentant CGT).

2. Retour sur la Commission de sécurité du 13 mars 2018 (bâtiments B, C et E)

*Intervention de Mme Petit-Roger*

La Commission a émis un avis favorable à la poursuite de l’activité, sous réserve de la réalisation de quelques prescriptions.

Mme Petit-Roger précise que certaines de ces prescriptions ont déjà été réalisées.

1. Déposer un dossier en mairie, afin de préciser et/ou clarifier le classement des établissements de l’IUT. Ce dossier devra notamment comporter les dispositions concernant l’isolement et l’indépendance des installations techniques pour chaque bâtiment ou la réunion de ces installations en un établissement unique. (rappel CCS 2015)
   Il est recommandé à l’IUT de déposer un dossier en mairie pour regrouper certains bâtiments.

2. Poursuivre l’installation des ferme-portes dans les locaux techniques, réserves et rétablir l’isolement du local ménage situé au 1er étage du bâtiment B.
   M. Simon confirme qu’il s’agissait d’une simple observation d’appliquer de la mousse polyuréthane.

3. Interdire l’accès du public au monte-charge en l’absence de vérifications règlementaires.
   Mme Petit-Roger affirme que personne n’utilise le monte-charge.

4. Boucher les trous des passages des gaines techniques.
   M. Simon indique que certains travaux de maçonnerie ont déjà été réalisés ; d’autres restent à faire.

5. Isoler la réserve du foyer des élèves avec restitution du degré coupe-feu. (rappel CCS 2015)
   Selon M. Simon, il faut soit supprimer la réserve soit effectuer les travaux nécessaires à cette isolation.

   S’agissant des poubelles situées près de la reprographie, il a été préconisé de les placer à l’extérieur du bâtiment. Mais Mme Petit-Roger précise que, tant qu’il n’y aura pas construction d’un local « en dur », il est impossible de mettre les poubelles à l’extérieur, au risque qu’un étudiant y jette une cigarette ou autre.
7. Interdire tout dispositif maintenant ouvertes les portes ayant fonction d’isolement (cales). 
Mme Petit-Roger constate régulièrement que les portes sont bloquées avec des cales et 
souligne la dangerosité de cette situation. 
Mme Chrétiens relève un événement survenu récemment : une porte coupe-feu a effectivement 
été coïncée par un panneau d’affichage. En cas de déclenchement, la porte ne peut donc pas 
se fermer (bâtiment B). Elle signale que ce panneau est remis régulièrement devant la porte.

8. Sécuriser la toiture terrasse destinée à l’évacuation du public au 1er étage du bâtiment B. 
M. Simon précise que ces travaux ont été effectués.

9. Assurer la formation du personnel relative à l’exploitation du SSI et à la conduite à tenir en 
cas d’incendie. 
Mme Petit-Roger confirme que la formation a été réalisée pour les personnels d’accueil, le 
directeur, Mme Chrétiens et M. Simon.

10. Transmettre en mairie les rapports de vérifications réglementaires manquants (annuel SSI et 
désenfumage, attestation de formation du personnel et ascenseurs).

11. Lever les réserves émises dans les rapports précités.

| 3. Mesures immédiates à prendre suite à l’inspection Santé Sécurité au Travail |

**Intervention de Mme Petit-Roger**

La présidente de l’Université a, par un courrier en date du 13 juin 2018, demandé à l’ensemble des 
composantes de prendre les mesures suivantes :

1. Remplacer les tuyaux de gaz périmés
2. Interdire l’utilisation d’acide fluorhydrique en l’absence de moyens de prévention adaptés
3. Faire vérifier le bon fonctionnement des disjoncteurs différenciels
4. Effectuer un exercice incendie d’évacuation dans tous les bâtiments au moins deux fois par 
an.

Mme Petit-Roger précise que l’IUT de Cachan n’est pas concerné par les deux premiers points.

Concernant le point n°3, cette vérification est réalisée tous les ans pendant les vacances de février. La 
dernière a eu lieu durant la semaine du 19 au 23 février 2018.
Mme Boivin insiste sur le fait qu’il faut s’assurer que tous les disjoncteurs soient effectivement 
vérifiés.
M. Simon confirme que ces vérifications, qui s’étalent sur une semaine, sont faites en milieu fermé 
afin que les disjoncteurs soient tous testés.

Enfin, pour le point n°4, un exercice doit avoir lieu prochainement. La direction de l’Iut s’engage à 
organiser deux exercices dans l’année.
4. Problème sécuritaire des machines outil de GMP

*Intervention de M. Hugues représentant M. Gouge, empêché.*

15 problèmes avaient été soulevés :

1. Problème de broche « tombant » de façon inopiniée.
   L’origine du problème n’ayant pu être identifiée, le moteur de l’axe Z a été changé. Le problème est donc résolu.
   Toute une série de TP a tourné, sans difficulté.

2. Problème de goujons, cassés sur 3 colonnes sur 4, qui ont dû être changés.
   M. Hugues suppose que ce point 2 était lié au point 1 : les chutes régulières de la broche avaient dû fragiliser ces goujons. Depuis leur changement, le problème est réglé.

3. Problème du programme automatique ne revenant pas dans un mode stable de marche et d’arrêt lors d’un arrêt d’urgence ou d’une remise sous tension.
   La société FAGOR est intervenue sur les automates. Sur les 7 machines de l’IUT, il a été constaté qu’aucune n’était réglée de la même manière. La société a donc homogénéisé les automates.

4. Problème de perte fréquente de numéro de pot d’outil.
   Ce problème a été réglé également.

5. Problème de fermeture de porte, au niveau du capteur, qui ne « déclenche » pas.
   Le problème a été résolu.

6. Problème de blocage du programme, et de la machine, lorsqu’on déclenche un arrêt d’urgence en cours d’un programme ou séquence.
   Ce problème a été résolu lors des deux interventions de juin et début septembre.

7. Problème lors d’une reprise de programme en cours ; le programme revient bien mais sans mise en rotation de la broche que l’on ne peut pas déclencher non plus par une action manuelle sur le pupitre.
   Problème résolu.

8. Problème de temporisation trop longue au niveau du déclenchement du capteur de fermeture de porte : lors d’une ouverture et fermeture de porte rapide, le bouton Ready se bloque, et n’est déblocable que par un arrêt d’urgence.
   Problème résolu.

   Problème résolu.

10. Problème de déclenchement intempestif des détecteurs au niveau des portes latérales à cause d’un jeu trop important, obligeant à les visser, ce qui limite l’accès
    Problème résolu.

11. Mauvaise qualité des flexibles des pistolets à air comprimé, se sectionnant régulièrement.
    Les flexibles et pistolets ont été changés. M. Hugues constate la bonne qualité des pistolets à air comprimés livrés.

12. Manque d’étanchéité des joints situés entre les portes latérales et le carter.
    Il n’y a pas eu de modification.
13. Problème de broche « chutant » dans la pièce, après avoir tourné en faux-rond. M. Hugues suppose que le problème, résolu à ce jour, résultait peut-être d’une erreur de manipulation d’un étudiant, plutôt que de la broche en elle-même.

14. Problème de descente de broche, sans possibilité de l’arrêter par une action sur le potentiomètre des avances. Ce problème a également été résolu par le changement de moteur.

15. Problèmes récents rencontrés sur les transmab 250 : dérèglages répétitifs de la tourelle porte-outil, décalages répétitifs au niveau des déplacements sur l’axe Z, difficulté à activer la touche « enter ».

M. De Oliveira Alves s’étonne de voir figurer autant de points qui sont déjà réglés. M. Hugues explique que les problèmes sont apparus au fur et à mesure de l’utilisation de ces machines qui ont été achetées il y a 7 / 8 ans. Le département a rencontré des difficultés avec la société assurant le service après-vente. Avant l’intervention de la société, les problèmes avaient été listés. La majorité des points évoqués ont été résolus entre la première venue en juin et la seconde intervention en septembre. M. Hugues précise qu’il subsiste encore un point en attente concernant une concentricité de broche sur une des machines, mais le dossier est en cours de finalisation.

M. Peronny souligne que les étudiants de la promotion de l’année dernière ont été impactés par ces dysfonctionnements.

Mme Boivin, à la demande formulée par M. Gouge lors du précédent CHSCT du 29 mars 2018, fait un rappel réglementaire relatif au contrôle des machines suite à un déplacement au sein d’un même atelier.

Mme Boivin procède à quelques rappels :
- Contrôle de conformité :
  Art. R.4324-1 et suivants du code du travail et art. R. 4312-2 à R. 4312-5 pour les machines d’occasion
  Les machines qui ne sont pas conformes au regard des prescriptions qui leur sont applicables (décret n°93-40) ne peuvent pas être utilisées.
  Il est demandé de réaliser un diagnostic de conformité, de mettre en place un plan de mise en conformité, d’effectuer des travaux de conformité, de lancer un nouvel contrôle de conformité en vue de l’obtention des certificats de conformité des machines.

- Vérification annuelle et maintenance des machines
  Le décret n°93-41 impose une obligation de maintenir en conformité les équipements de travail avec les règles techniques de conception et de construction applicables lors de leur mise en service, y compris au regard de la notice d’instructions.

En matière de vérification de l’état de conformité lors de la mise en service ou de la remise en service dans l’établissement, l’article L.4321-2 du code du travail interdit de mettre en service ou d’utiliser des équipements de travail qui ne répondent pas aux règles techniques de conception auxquelles ils doivent satisfaire.

L’article R. 4323-22 du code du travail précise que « des arrêtés […] déterminent les équipements […] pour lesquels l’employeur procède ou fait procéder à une vérification initiale lors de leur mise en service dans l’établissement, en vue de s’assurer qu’ils sont installés conformément aux
spécifications prévues, le cas échéant, par la notice d’instructions du fabricant et peuvent être utilisées en sécurité.

La vérification d’état de conformité des équipements, lors de sa première utilisation, permet de répondre à deux points :

- La machine (neuve ou d’occasion) est bien conforme (soit certificat de conformité soit déclaration de conformité)
- La machine a bien été installée conformément à la notice d’instructions du fabricant

L’erreur fréquente est de considérer qu’un équipement est conforme à la réglementation qui lui est applicable quand le rapport de vérification périodique ne contient aucune observation. La machine est en bon état de conservation, mais n’est pas nécessairement conforme.

Concernant les règles d’utilisation d’une machine, Mme Boivin rappelle que les vérifications générales périodiques annuelles sont destinées à déceler toute détérioration susceptible de créer des dangers, donc à vérifier le bon état de conservation de la machine.

Les mesures organisationnelles sont à prendre par l’employeur à la prise de poste du technicien qui va utiliser la machine de manière périodique afin d’examiner le bon état de conservation des structures, de vérifier la présence, l’état et le bon fonctionnement des protecteurs dans les différents modes de marche et arrêt... et de vérifier l’existence ou non de dysfonctionnements.

Ces vérifications périodiques peuvent être réalisées par des personnes qualifiées appartenant ou non à l’établissement (toute personne ayant compétence sur les aspects techniques et réglementaires), mais ne se substituent pas à l’obligation d’effectuer les opérations de maintenance définies par le fabricant dans la notice d’instructions.

Pour la remise en service, le code du travail, en son article R.4323-28, prescrit une obligation de vérification des équipements de travail après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité, en vue de s’assurer de l’absence de toute défectuosité de nature à créer des situations dangereuses.

Répondant à la question de M. Gouge, Mme Boivin confirme que dès lors qu’une machine est déplacée, même au sein d’un même atelier, il faut lancer un contrôle dans la mesure où il faut s’assurer qu’elle est bien installée conformément aux prescriptions de la notice d’instructions, qu’il y a bien tous les carter de protection, que les arrêts d’urgence fonctionnent.

M. Peronny demande si ce contrôle peut être validé par une personne en interne.

Mme Boivin confirme que ce contrôle peut être effectué en interne si la personne est compétente sur les aspects techniques et réglementaires, mais elle en prend la responsabilité. Il faut également que cette personne soit habilitée par le directeur de l’IUT. Mais Mme Boivin ne le conseille pas, considérant qu’il est préférable de faire appel à une personne qualifiée extérieure, qui n’est pas juge et partie.

Dans l’hypothèse où ce contrôle est réalisé en interne, Mme Boivin insiste sur le fait que ce contrôle doit être tracé dans un registre (folioté).

Mme Boivin confirme qu’il n’existe pas d’arrêté d’application de l’article du code du travail pour toutes les machines.

En application du principe de précaution, Mme Boivin préconise une vérification annuelle pour les machines qui ne sont pas définies dans les arrêtés d’application. M. Peronny confirme qu’en interne, cette vérification annuelle, qui n’est cependant pas une obligation réglementaire, est réalisée.

Mme Boivin insiste sur l’importance de cette vérification, d’autant plus que ces machines sont mises à disposition des étudiants.
Concernant les engins de levage, Mme Boivin confirme qu’ils sont soumis à une réglementation très spécifique et complexe.
M. Hugues a fait intervenir la société Qualiconsult au mois de juin. Mme Boivin précise qu’il faut donner suite aux observations formulées par la société, mais qu’il serait souhaitable que ce soit une autre entreprise qui procède aux réparations, ce qu’approuve M. Hugues qui est actuellement en attente de devis.
Pour des machines nécessitant des vérifications périodiques, Mme Boivin indique que l’établissement peut faire intervenir une entreprise extérieure une fois par an, et que les vérifications intermédiaires peuvent être faites en interne (mais toujours reportées dans un registre). Il faut une traçabilité des contrôles effectués en interne.

Pour les engins de levage, des essais en charge doivent être effectués. Mme Boivin rappelle que dans le marché, il est demandé à la société de venir avec ses propres charges, mais admet que très peu de sociétés remplissent cette condition figurant au devis.

Le nouveau fenwick a été contrôlé en février dernier. M. Simon précise que la charge a été représentée par la benne.
M. Hugues indique qu’en vue de la prochaine vérification périodique, il avait été envisagé de commander des charges de 500 kg. Mais le devis reçu s’élève à environ 5.000 euros. Il serait donc plus avantageux de se constituer des masses en interne.
Mme Boivin précise que si ces masses disposent de crochets, ces points de fixation doivent également faire l’objet de vérifications.

## 5. Point sur les travaux

*Intervention de Mme Chrétien et M. Simon*

Les travaux réalisés :
- Changement de la clôture de l’IUT (côté rue)
- Remplacement de la trappe d’accès au regard EF – local transfert de l’IUT
- Adaptation d’un nouveau radiateur dans la salle G 07 de l’IUT
- Fourniture et pose de cloisons et plafonds suspendus – bâtiment F salle F 3
- Remplacement d’un vérin double effet – bâtiment D. M. Simon précise que les travaux ont été réalisés mais que le vérin fonctionne mal.
- Mise en place du nouveau moto-ventilateur – bâtiment G atelier
- Changement des lampes en salle de DS (remplacement par un éclairage à LED)
- Changement des dalles de plage fond de la salle de DS
- Réparation de la terrasse au-dessus de la salle des conseils
- Réfection de la petite terrasse du bâtiment B au-dessus de la reprographie (pose de garde-corps et revêtement)
- Remplacement du caisson de soufflage CTA – bâtiment F
- Remplacement de cinq lanternes – bâtiment H salle de DS
- Canalisation à l’arrière du bâtiment F.

M. De Oliveira Alves tient à remercier le Service du patrimoine de l’Université pour sa réactivité et son intervention suite aux dégâts survenus, en week-end, derrière le bâtiment F en raison de la rupture d’une canalisation. Un audit est en cours ; des travaux devront être réalisés.

M. Peronny rappelle que la plateforme du bâtiment F avait été remise en état en 2007 avec de l’injection de résine sur 1 200 m² en raison d’affaissements importants. Mais actuellement, la résine repose sur du vide, ce qui explique le nouvel affaissement constaté de la plateforme.
A la question de Mme Boivin de savoir si des carottages vont être faits, Mme Petit-Roger précise que l’IUT est en attente des résultats de l’expert.

M. Peronny précise que des affaissements avaient déjà été constatés avant l’été, mais que les fortes chaleurs de la période estivale ont renforcé cet état de détérioration. M. Simon estime que les forages de la géothermie ont pu avoir une incidence. Avant les forages, des photos avaient été prises de l’ensemble des fissures des bâtiments de l’IUT et remises à un huissier. À l’issue de ces opérations de forage, il n’avait pas été constaté d’aggravation de ces anciennes fissures, mais de nouvelles ont été observées. Cependant, l’huissier ne s’est pas à nouveau rendu sur le site, mais il est unanément admis que sa venue serait souhaitable.

M. De Oliveira Alves précise qu’il ne s’agit pas d’une rupture de canalisation mais d’une fissure de canalisation qui est ancienne. L’eau a pénétré sous toute la plateforme et sous la pression, le bitume s’est soulevé. Il signale que la tuyauterie est d’origine (plus de 50 ans) et qu’il faut s’attendre à d’autres fuites.


M. Hugues intervient pour signaler également un affaissement des dalles dans les trois salles à droite de la porte A du bâtiment F, ce qui a entraîné un affaissement des cloisons laissant apparaître un jour entre les cloisons et le plafond. Le département GMP a décidé de fabriquer des équerres qui seront posées très prochainement par le service technique afin de fixer les cloisons au bâtiment.

M. Peronny considère que ce mouvement du bâtiment est inquiétant, et s’interroge sur l’évolution de la situation dans les années à venir. Il mentionne notamment la poinçonneuse à commande numérique montée sur micropieux autour de laquelle des fissures se créent et le sol s’affaisse. Il estime judicieux de reprendre contact avec l’expert afin qu’il constate l’état des plateformes. M. De Oliveira Alves demande à M. Simon de contacter l’expert.

Les travaux en cours :
- L’ascenseur du bâtiment E : en cours de réception
  L’accès à cet ascenseur sera réservé aux détenteurs d’un badge (PMR ; personnel et étudiants ayant un problème de santé temporaire – béquilles ou autres). M. Peronny souhaite que cet ascenseur puisse être utilisé par certains personnels ayant du matériel lourd (PC…) à installer dans des salles situées dans les étages. M. De Oliveira Alves rappelle que cet ascenseur n’est pas un monte-charge.

Les travaux futurs :
- Pose de douze lanterneaux aération électrique aux bâtiments G et H
  Les bons de commande ont été établis. Mme Chrétien précise que ce sont des travaux qui devraient avoir lieu pendant les vacances de la Toussaint.

- Fourniture d’une centrale d’air au bâtiment H
  Mme Chrétien a appris le matin-même qu’un marché devait être publié, eu égard au montant du marché (près de 120.000 €). Il faut donc monter un DCE.
- Dépose de cloisons en salle E217 et création de cloisons en salle E219
La salle E217 va être réduite et la salle E219 agrandie par ce déplacement de cloisons.

- Réfection du sol de la salle E211
La demande de devis a été établie le 11 octobre 2018. Les travaux devraient être réalisés d’ici fin décembre.
Mme Boivin rappelle qu’un diagnostic avant travaux doit être effectué et que tous les diagnostics doivent lui être adressés en copie.
Mme Chrétien confirme que ce diagnostic a été réalisé avant l’été, lequel a conclu à l’absence d’amiante.

- Installation de volets électriques en RDC – salles B018, E04, G15
Mme Chrétien confirme que ces travaux seront réalisés, mais compte tenu de leur coût élevé, ils n’interviendront pas cette année.

- Installation d’une grille extérieure sur une fenêtre en salle F05
Ces travaux passeront en priorité pour le département GMP.

6. Questions et informations diverses

1/ Analyse de l’air à la reprographie
La société en charge de l’analyse est intervenue en juin dernier. Mais, dans la mesure où il s’agissait d’une période d’activité réduite, les résultats n’ont pas été concluants.
Une nouvelle analyse devait avoir lieu en septembre. Elle a été reportée suite à des difficultés internes à l’entreprise (changement de nom, de siége, de personnel) qui ont nécessité une modification du bon de commande.
Mme Chrétien est en attente d’une date de passage.

2/ Information sur les SST de l’IUT de Cachan
Des formations ont eu lieu récemment pour la formation initiale et le recyclage. Deux personnels de l’IUT ont été formés.
Mme Boivin demande à ce que lui soient communiqués les noms des personnels formés avec leur date de formation ou de recyclage.

Il est rappelé qu’il subsiste quelques places disponibles dans les formations SST et recyclage proposées par l’Université.

3/ Suivi de l’affectation sur l’IUT d’un médecin du travail et du recrutement du poste infirmier
Le Dr Tournier a été nommé médecin de prévention depuis le mois de septembre.
Le médecin a pris ses fonctions à la faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry, trois jours par semaine. Il aura en charge également l’IUT de Cachan et l’IUT de Sceaux, pour lesquels se pose le problème de l’absence d’infirmière. Le recrutement des infirmières est assuré par le Dr Brun.
Le Dr Tournier prévoit sa venue régulière dans l’IUT dès lors que le poste d’infirmière sera pourvu.

Une candidate pour le poste d’infirmière a été reçue par la direction de l’IUT (M. De Oliveira Alves, Mme Petit-Roger et Mme Leblais) le mercredi 10 octobre.
Sa candidature n’ayant pas été retenue, il a été demandé aux Dr Brun, Dr Belcherbi et au service des Ressources Humaines de l’Université de relancer les annonces pour le recrutement.
Il est souligné l'importance de la présence d'une infirmière qui, outre les soins qu'elle prodigue, a un rôle de conseil et d'écoute.

M. Didier a tenu à revenir sur un incident survenu le lundi 8 octobre. Il rapporte qu'une étudiante malade, allongée à l'infirmière, a été laissée sans surveillance et a été « oubliée ».

A la demande de Mme Boivin qui demande un rappel des faits, Mme Taybi est intervenue. Mme Taybi a reçu l'étudiante et l'a installée dans l'infirmière. À son départ, elle lui a demandé de quitter l'infirmière. L'étudiante est donc sortie. Mais, une fois Mme Taybi partie, elle a réintégré l'infirmière pour s'allonger parce qu'elle s'est sentie mal, sans prévenir personne.

Pour M. Guinand, se pose donc le problème que l'infirmière soit ouverte. Mme Boivin considère que l'infirmière doit être fermée dès lors qu'un étudiant en sort et ne doit pas être ouverte en libre service. Dans le cas d'espèce, il aurait fallu ne pas laisser l'étudiante sans surveillance.

Mme Petit-Roger admet que l'infirmière – plus précisément un local où est installé un lit - est toujours ouverte. Mme Taybi précise que l'étudiante l'avait informée avoir appelé sa mère et que sa sœur devait venir la chercher. Mme Petit-Roger confirme que le père de l'étudiante est venu à l'IUT le lendemain matin et a été reçu. M. Larmaudie interroge alors Mme Taybi pour savoir dans quel état était l'étudiante quand elle est sortie de l'infirmière. Mme Taybi confirme que l'étudiante n'était pas bien mais qu'elle lui avait assurée qu'on venait la chercher.

M. De Oliveira Alves intervient pour rappeler aux enseignants qu'en l'absence d'infirmière, il ne faut pas envoyer un(e) étudiant(e) malade à l'infirmière, mais appeler les pompiers.

M. Didier souligne qu'il y a eu un dysfonctionnement de par le fait de n'avoir pas prévenu la loge de la présence d'un malade à l'infirmière. Alertée par le bruit des vomissements, la personne responsable de la loge a « découvert » l'étudiante vers 19h. Concernant les événements survenus le lendemain matin, une autre version des faits lui a été rapportée : les personnes censées recevoir le père n'étaient pas présentes. C'est une collègue qui l'a accueilli dans son bureau pour le faire patienter. Mme Petit-Roger indique que personne n'était « censé » le recevoir dans la mesure où il s'est présenté spontanément. M. Didier estime que Mme Taybi, ou la déléguée de la DGS, ou le directeur devait recevoir le père. Mme Petit-Roger confirme que Mme Taybi et elle-même n'étaient pas encore arrivées, mais que le directeur était présent. M. De Oliveira Alves précise qu'il ne reçoit que sur rendez-vous. M. Didier indique, que selon les propos qui lui ont été rapportés, le directeur, présent dans l'IUT, est passé dans le couloir sans s'arrêter et a rejoint son bureau. M. De Oliveira Alves s'insurge contre les propos de M. Didier qu'il juge diffamatoires. Mme Petit-Roger affirme que la situation a été clarifiée, le père ayant été reçu d'abord par une collègue puis par Mme Taybi qui lui a fourni les explications qu'il souhaitait.

M. Guinand considère qu'il y a eu un dysfonctionnement dont les conséquences auraient pu être très graves et dont il faut prendre la mesure. Pour que ce genre d'incident ne se reproduise pas, il faut fermer l'infirmière. Il soulève un deuxième problème, celui de la communication d'informations aux parents : s'agissant d'étudiants majeurs, l'IUT n'a pas à communiquer des informations sur leur vie privée, y compris à leurs parents. Il appelle à la plus grande vigilance sur ce point. Mme Petit-Roger informe qu'elle a demandé à ce que la serrure de l'infirmière soit changée.
Le Dr Tournier prend la parole pour rappeler certaines règles :
- Ne pas parler d’infirmière tant qu’aucune infirmière n’est nommée
- A titre personnel, chacun est responsable : en cas de malaise d’un étudiant ou d’un personnel, il recommande d’appeler les pompiers ou le SAMU et d’expliquer le cas. Cet appel étant enregistré, en cas de complications, la responsabilité de l’établissement ne pourra pas être engagée. Il revient au médecin régulateur de décider. Même si les pompiers ne se déplacent pas, la personne qui les a contactés a rempli son devoir de citoyen.

Mme Boivin demande à ce que le local de l’infirmière soit fermé rapidement.
Elle informe les membres du CHSCL qu’un contrat avec une société de taxis (afin de ramener les personnels et étudiants malades à leur domicile) est à l’étude au niveau de l’Université.

4/ Mise à disposition de codeur LPC pour un étudiant de GMP présentant un déficit auditif
Un Codeur LPC est une personne qui assiste aux cours et les retranscrit pour l’étudiant handicapé.

*Intervention de M. Peronny*

Cette mesure a un coût très élevé :
Un premier devis avait été établi en juillet : pour 15h de codeur par semaine sur les 36 semaines de cours, le coût s’élevait à 34.000 €.
Le service Handicap de l’Université a informé l’IUT que cette somme ne pouvait pas être prise en charge intégralement par l’Université dans la mesure où son budget annuel (pour l’ensemble des composantes) est de 70.000 €.
Un autre devis a été reçu en septembre, lequel comprenait 5h par semaine sur 36 semaines pris en charge par le service Handicap de l’Université pour un montant de 11.340 € et 9h complémentaires pour un montant de 20.412 € à la charge de l’IUT.

M. Peronny souhaite que l’étudiant dispose rapidement du codeur LCP car, dans le cas contraire, cela va devenir très compliqué et certaines évaluations pourraient être remise en cause.
M. De Oliveira Alves confirme que l’IUT prendra en charge, pour cette année, les frais de mise à disposition du codeur LCP pour cet étudiant.
Mme Boivin conseille de prendre contact avec M. Duquerroy, chargé de mission (mission Handicap et Etudes) pour s’informer des nouvelles technologies pouvant être employées pour assister les étudiants handicapés.
Concernant les équipements, M. Liébeaux précise qu’à la loge, une mallette comportant un micro-cravate est à la disposition des enseignants.

Cette situation particulière pose le problème plus large de l’accueil d’étudiants handicapés dans les années à venir (notamment d’un point de vue financier).

M. Peronny informe que cet étudiant rencontre un autre problème de santé : il est sujet à des crises de migraine très intenses qui peuvent l’amener à tomber. Il peut alors être conscient ou non. Asthmatique, il a en permanence un vasodilatateur sur lui (dans sa poche gauche) et a demandé aux enseignants d’intervenir, en cas de migraine intense, pour lui administrer le produit s’il n’était pas en capacité de se l’administrer lui-même.
Une procédure a été mise en place au niveau du département GMP et a été distribuée à l’ensemble du personnel du département. Mais M. Peronny soulève l’inquiétude et la réticence de certains enseignants à intervenir.
Les étudiants de son groupe sont également informés de la situation et certains sont prêts à intervenir.
Des étudiants référents ont par ailleurs été désignés.
M. Gouge a saisi la cellule juridique de l’Université afin de connaître l’étendue de la responsabilité des enseignants en cas de mauvaise application de la procédure mise en place ou dans l’administration du médicament prescrit et en ce qui concerne la constance de leur présence auprès de l’étudiant. La réponse est parvenue à Mme Petit-Roger lors de la séance du CHSCT :

- **Concernant la responsabilité des enseignants en cas de mauvaise application de la procédure ou dans l’administration du médicament** :
  Sont condamnables la non-assistance à personne en danger (c’est-à-dire le refus délibéré de porter secours) et le fait d’exposer autrui, en toute connaissance de cause, que ce soit par un acte positif ou par une abstention grave, à un danger.
  Le risque pénal pour les enseignants est donc assez limité dès lors qu’ils ont accompli les diligences « normales ». Leur responsabilité ne pourrait être engagée que s’il est prouvé que l’abstention ou la mauvaise application de la procédure, ou la mauvaise administration du médicament, s’avèrent volontaires ou dénotent une particulière gravité.

- **Concernant la constance de la présence des enseignants auprès de l’étudiant** :
  Le service juridique confirme qu’il n’existe pas de devoir particulier de surveillance pesant sur les enseignants. Leur responsabilité ne peut donc être engagée pour défaut de surveillance ou d’accompagnement d’un étudiant. (La responsabilité financière de l’Université pourra en revanche être engagée si la faute dans l’organisation des services est qualifiée).
  Le service juridique conseille de se rapprocher du service Handicap de l’Université et de la directrice du SUMMP’s pour un accompagnement éventuel dans le cadre des actions à mener.

Il est envisagé de prendre certaines mesures :
- que l’étudiant soit identifié par chaque personnel de l’IUT (par une photographie par exemple) pour qu’en cas de besoin, puisse lui être administré son traitement, dans la mesure où fouiller les poches n’est pas toujours un réflexe.
- que tous les personnels SST de l’établissement disposent de la procédure et sachent comment intervenir.

Il est précisé que l’étudiant effectue seul ses trajets domicile-IUT (il est logé au Crous). Mme Boivin recommande qu’il porte, sur lui, un document spécifiant la procédure à suivre en cas de malaise dans la rue afin que les personnes susceptibles de lui porter secours soient informées.

M. Courtade s’interroge sur l’engagement de la responsabilité d’un étudiant qui interviendraient mais mal.
M. Pellardy précise qu’intervenir, même mal, est toujours moins grave que de ne pas intervenir.

5/ **L’espace à vélos**
M. Larnaudie rapporte que de nombreux personnels se plaignent de l’absence d’emplacement pour déposer les vélos.
Il a été suggéré dans un premier temps, de poser des accroches à vélos.

Le directeur de l’IUT lève la séance à 16h10.

Président du CHSCT
Francisco DE OLIVEIRA ALVES

Secrétaire du CHSCT
Laurent PERONNY